

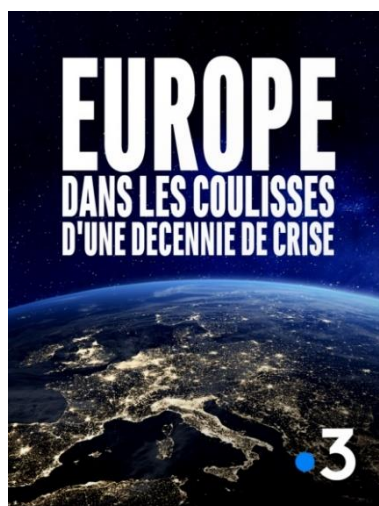


mONTPELLIER 2020

La lettre de Sursaut

Mai 2019, n°72

L'Europe comme une évidence



L'Europe comme une évidence. Ce n'est pourtant pas comme cela qu'elle apparait à nombre de nos concitoyens tentés par la facilité de lui attribuer la responsabilité de tous leurs maux. Cette inclinaison est souvent facilitée par la complicité de nombreux responsables politiques, même si certains d'entre eux, comme l'ex-Front National, ont désormais quitté leurs positions extrêmes de sortie de l'euro et de l'Europe. D'autres, dans ce même temps, continuent de vouloir récupérer l'enjeu européen pour leur propre stratégie électorale : ils n'hésitent pas à prêcher un détournement pervers du scrutin en invitant à le transformer en vote anti-Macron. Les mêmes étant les hérauts du recours continu aux RIC (Référendums d'initiative Citoyenne) amènent à interroger les valeurs républicaines qui peut les portent si

la seule finalité qu'ils y trouvent est une remise en question permanente des décisions obtenues démocratiquement.

Il y a quelques mois, le philosophe Michel Serres faisait remarquer l'évolution démographique des européens : une majorité d'entre eux est désormais née après la fin de la guerre 39-45 et n'a donc pas connu les conflits traversés par l'Europe jusqu'à cette date. Ils n'ont vécu que « l'évidence » d'une Europe unie autour de frontières pacifiées. Il est nécessaire, concluait-il, de rappeler à ces nouvelles générations que c'était la volonté de mettre fin à ces « apocalypses » programmées qui avait poussé quelques hommes courageux à créer l'Union Européenne.

Le mois d'Avril restera marqué dans les mémoires par l'incendie qui a ravagé une partie de Notre Dame de Paris et menacé l'ensemble de son bâtiment et des trésors artistiques qu'il abritait. Beaucoup ont alors évoqué les différents édifices qui constituaient le patrimoine de nos nations européennes et que les ravages occasionnés par les deux guerres qui ont déchiré notre continent durant la première moitié du XXe siècle ont totalement anéantis ou durement mis à mal. Ces « désastres », pour reprendre le terme de Goya, ne constituent pourtant que l'infime partie symbolique des destructions de maisons, de paysages et de ressources subies par nos pays. Rappelons-nous le film, *Allemagne année zéro*, de Roberto Rossellini. Ces images ne disent surtout que peu de choses sur les 90 millions de morts totalisés par ces deux guerres sans compter le cortège des blessés et de traumatisés à vie occasionnés par ces luttes fratricides.

Lors d'une de nos soirées Controverses, le journaliste Bernard Guetta avait expliqué le désintérêt des populations vis-à-vis de l'Europe en grande partie par sa référence trop abstraite. Elle est trop volontiers présentée comme une entité administrative et mécanique lointaine que l'on diabolise en la nommant « Bruxelles » lorsque l'on veut la charger de tous les maux. Il faut, au contraire, la personnaliser en utilisant des repères identitaires propres, « Communauté européenne » pour permettre une réelle identification et créer un sentiment d'appartenance. C'est ce qu'ont réalisé les deux remarquables épisodes du documentaire de France 3, « *Europe, dans les coulisses d'une décennie de crise* », de Norma Percy, Tania Rakhmanova et Tim Stirzaker. Ils nous ont permis de voir une Europe au quotidien, faite d'hommes et de femmes bien concrets face à des événements concrets graves aux conséquences potentiellement très lourdes. Le premier épisode, consacré à la crise grecque et au Brexit, monté un peu comme un thriller politique, opposait les responsables européens dans des liens de apports de force souvent âpres mais toujours humains. Le second avait une tonalité plus dramatique. Il traitait de la crise migratoire et nous montrait une unité européenne en menace d'effritement en raison de la dissonance entre les pays sur fond d'images tragiques des migrants sur les routes de l'Europe. Elle se fermait sur une interrogation inquiète : l'Europe avait su, certes, éviter une crise très grave, mais n'avait-elle pas, en même temps, ouvert dangereusement une porte aux surenchères populistes et nationalistes ?

L'Europe a besoin d'être racontée de cette façon concrète si l'on veut que tous les citoyens puissent s'y identifier et se l'approprier. Si les responsables politiques et médiatiques ne le font pas, elle continuera à apparaître comme une froide machine gestionnaire soupçonnée d'être livrée aux seuls intérêts économiques. L'abstention sera, à nouveau, la grande gagnante du suffrage, ce qui, paradoxalement, ne fera qu'augmenter le risque dénoncé par ces déserteurs des urnes.

L'Europe ne pourra apparaître comme une évidence qu'à la seule condition que cette « évidence » ne soit pas passive ou démissionnaire. Elle doit être celle du travail continu à sa fabrication collective et celle d'une vigilance constante à son incarnation démocratique. Le premier impératif est d'appeler chaque français et chaque européen à voter.

Evidences sociétales ! Et pourtant....

Gérard DORIVAL

Quelques aphorismes ou principes émergents ou iconoclastes, trop évidents hélas pour constituer de nouveaux viatiques de l'action publique.

« Nos devoirs doivent être intégralement remplis avant de se permettre de revendiquer le moindre droit » (Aldo Naouri). Vaste programme....

« A partir du moment où une société est fondée sur les individus pour lesquels tout désir devient un besoin et tout besoin devient un droit, on n'arrive plus à formuler un intérêt général" (Bertrand Mathieu, Prof de droit à la Sorbonne).

L'intolérance se substitue désormais systématiquement a priori à l'écoute : aucun signe d'approbation, même partielle, ne saurait être acceptable à l'égard d'un opposant en raison de son appartenance idéologique exprimée ou supposée, ainsi qu'à sa religion, genre, nationalité, couleur de peau ou orientation sexuelle ...

Le dénigrement gratuit, non assorti le plus souvent de contre-propositions, constitue, sans recul, une posture largement développée, confortable, définitive et délétère. La " paille" dans l'œil de l'autre efface la " poutre" dans le sien. Les médias à œillères, partisans, n'ont le regard borgne et critique que d'un seul côté (cf. les "violences")

Les violences réciproques doivent être combattues, celles de la police, bien que provoquées, devraient être mieux maîtrisées, l'usage d'armes qualifiées désormais d'armes de "guerre" ne se révélant pas adaptée et la mise en fiches des blessés à l'hôpital constitue une grave atteinte à l'intégrité des personnes.



Dupont et Dupond - HERGE

Que dire de l'infamie des manifestants "suicidez- vous" à l'égard des policiers, meurtris dans leur identité et celle de leurs collègues. Cette bassesse ignoble ne mérite pas d'exégèse mais un profond mépris et le souhait de poursuites suivies de lourdes peines.

L'interpellation d'un "journaliste", non détenteur de carte de presse, qui a ostensiblement affiché un " doigt d'honneur" envers la police, lui permet, grâce au soutien des rédactions, de braver le contrôle judiciaire dont il est l'objet, afin de devenir le héros ou le martyr des libertés. Inquiétant renversement des valeurs, au nom d'un corporatisme non discerné.

Un jeune avocat, auteur à succès d'un pamphlet *Crépuscule*, Jan Branco, écouté à Montpellier par plusieurs centaines de personnes, dénigre l'élection du Président qui n'aurait pas été élu mais "placé" par l'oligarchie et les médias. Une critique systémique de la démocratie participative (la "démocrature" selon un autre universitaire inspiré). Curieusement *Mediapart*, peut-être "doublé" dans la surenchère, est critiqué par rapport à la forme et au contenu de l'ouvrage.

Les haines sommaires et simplistes, signes d'une barbarie latente, ou un simple individualisme usuel et ordinaire sont désormais privilégiés plutôt que la pratique de la fraternité, de la concorde et de l'entraide, notions dévalorisées voire ringardisées.

A l'instar des députés lors du budget de l'Assemblée Nationale, toute proposition de hausse de crédits doit y être assortie d'une baisse correspondante par ailleurs. Il serait savoureux que la loi contraigne tout responsable politique, lors de ses propos, le plus souvent démagogiques, à énoncer et quantifier la contrepartie nécessaire. S'agissant des citoyens, souvent adeptes du "y a qu'à", la propension à créer des dizaines voire des centaines de milliards de dépenses et d'emplois publics, au demeurant légitimes

(tout en diminuant bien entendu les impôts !), souhaitant un service idéal sans y mettre le prix, restera irréprouvable.

Le concept de "table rase" ignore les dramatiques leçons de l'histoire et vilipende pourtant sans discernement les boucs émissaires (députés, journalistes, énarques entre autres) en tant que serviteurs d'un pouvoir à abattre. A l'inverse, la tentative d'éradication d'un mouvement est aussi un leurre qui, au contraire, le nourrit et le pérennise

Légiférer sur ces postures dramatiques ? Eduquer ? sans doute ! Essayer les quolibets des tenants du marasme comportemental ambiant vivant de ses vices et ses perversités, qui les arrange, certainement !

Hervé Di ROSA raciste ?



Di ROSA : *l'abolition de l'esclavage* (fresque de l'Assemblée Nationale)

Depuis 1991, une fresque du peintre sétois, Hervé di ROSA, orne les murs de l'Assemblée Nationale dans la salle consacrée aux lois françaises emblématiques de la République. L'œuvre illustre l'abolition de l'esclavage en France en 1794 par la représentation de deux visages de noirs reliés par une chaîne en train d'exploser.

Mame-Fatou NIANG, réalisatrice franco-sénégalaise, et Julien SUAUDEAU, romancier originaire d'Évreux, ont écrit une tribune dans *L'Obs* du 4 avril qu'ils ont intitulée « *Banalisation du racisme à l'Assemblée nationale : ouvrons les yeux* ». Ils y lancent une pétition pour réclamer le retrait de la fresque. A leurs yeux elle véhiculerait une vision « *humiliante et déshumanisante* » des Noirs et perpétuerait une « *imagerie hésitante entre Banania et Tintin au Congo* ». L'épaisseur des lèvres, la largeur du sourire, la rotondité des yeux seraient autant de stéréotypes héritiers d'une représentation dégradante popularisée par « *la suprématie blanche* ».

Même si l'on comprend la préoccupation des auteurs, on peut interroger la pertinence de leur action en regard de ce qu'est Hervé di Rosa, et se demander si de telles condamnations univoques, où une image incarnerait un symbole universel, ne risquent pas d'avoir l'effet inverse sur ce qui veut être dénoncé.

Hervé di ROSA a créé en 2000, avec Bernard BELLUC, le remarquable *Musée des arts modestes* à Sète. Il y fait une large place pour honorer l'art africain. Il expose ainsi, en ce moment, 71 artistes originaires de Kinshasa. Il fait remarquer par ailleurs, dans un entretien dans le journal *Le Monde* que les grosses lèvres sont une de ses signatures et ne sont pas réservées aux noirs : « *quelle que soit leur couleur, leur sexe ou leurs caractéristiques physiques, mes personnages ont de grosses lèvres rouges* ». Il ajoute, à l'intention des ceux qui luttent contre le racisme : « *Il faut qu'ils continuent à se battre, mais pas qu'ils se trompent de lutte* ». On ne peut que lui donner raison. Les dénonciations aveugles peuvent avoir l'effet inverse de celui attendu, c'est-à-dire renforcer un racisme haineux basé sur le renforcement des prototypes primaires que l'on veut précisément dénoncer. En quoi l'image édulcorée actuelle du noir de *Banania* véhicule-t-elle moins de racisme que son originale ?

De telles précautions risquent, de plus, d'engendrer de dangereuses censures devant toute forme d'expression de la différence alors que chacun sait que c'est la diversité de l'humain qui constitue sa richesse. Sauf, bien sûr, si la figuration d'une différence vient cacher une stigmatisation ou autoriser le

déroulement de violences primaires comme ce fut le cas en début du mois d'avril également lors du match de football, Dijon-Amiens. Il a été interrompu suite aux cris de singe qui accompagnaient les actions du capitaine amiénois, Prince GOUANO. Nous devons d'ailleurs souligner la grandeur de sa réaction lorsque ce dernier a préféré choisir le rappel de ce qui fonde l'humain plutôt que de se situer dans le registre d'une vindicte individuelle : « *le mot d'ordre, c'est l'amour* », ajoutant que « *personne ne naît raciste* ». Le véritable racisme réside dans son risque de banalisation comme d'une chose qui va de soi et qui aurait des circonstances atténuantes d'usage et de contexte. Nommer ou représenter la différence ne doit jamais être confondu avec sa stigmatisation.

Vu à la télé : Le grand naufrage des politiques de santé mentale



L'émission *Pièces à conviction* du 10 avril sur France 3 s'intitulait : « *Psychiatrie : le grand naufrage* ». Le documentaire de Raphaël TRESANINI constitue un reportage sans concession sur l'état du soin psychiatrique aujourd'hui en France : des délais de rendez-vous en CMP allant jusqu'à 6 mois, des familles isolées essayant de prendre en charge elles-mêmes le soin de leur atteint de grave difficulté psychique, des lieux en Belgique offrant un accueil qu'il est impossible de trouver en France, et surtout un état de total « naufrage » des services hospitaliers. Des malades entassés à 3 dans des chambres prévues pour 1, des isolements systématisés pouvant durer des semaines, voire des mois ou même des années, des patients attachés, des conditions d'hygiène parfois limite, des équipes débordées et une perte totale du lien humain. Le soin semble se limiter désormais à la contention exercée par des professionnels réduits à une fonction d'ordre, comme si la vieille fonction de « gardien » avait de nouveau remplacé celle de soignant.

L'intéressant débat qui a suivi, animé de façon très vive par Virna SACCHI, n'a rien fait pour dissiper les craintes sur le devenir du soin psychiatrique malgré la présence de la ministre Agnès BUZYN. La politique de santé semble se résumer en deux mots d'ordre : la réinsertion sociale et le contrôle de la violence. Alors que le documentaire montrait de façon criante le scandale des conditions faites aux soins intra-hospitaliers, le débat a glissé systématiquement sur le dehors du soin. Alors que les familles criaient leur isolement et demandaient un relais de professionnels pour les soulager, la seule réponse était une commisération facile. Lorsque l'accueil fait par des équipes belges a été évoqué (avec des prises en charge de 32 à 35 euros de prix de journée, la France leur versant 3 fois plus en contrepartie ...), la seule remarque de la ministre a été de noter qu'ils n'avaient pas de projet de réinsertion.

Lorsqu'ont été interrogées les conditions inacceptables des enfermements et des contentions, la seule réponse de la ministre a été de mieux former les professionnels pour faire face à la violence et de mieux encadrer leurs pratiques par des protocoles. La nomination d'un délégué ministériel apparaît-elle une bonne nouvelle dans ce contexte ? Le profil essentiellement neuroscientifique de Franck BELLIVIER n'est pas un gage de garantie d'une nouvelle orientation du soin.

Car c'est de cela qu'il s'agit fondamentalement : il est urgent de réorienter toute la politique du soin psychiatrique en commençant pas sa base, c'est-à-dire le soin intra hospitalier car il constitue le premier temps de la prise en charge. Il faut donc donner du temps à l'accueil grâce à des équipes plus consistantes en nombre et mieux formées. Le temps hospitalier ne doit pas être synonyme d'abandon dans le désœuvrement avec la seule visée d'abrasement des symptômes grâce à la chimiothérapie. Reprenons les principes qui sont à la base du soin institutionnel. N'oublions surtout jamais qu'une

personne qui a besoin de recourir au soin psychiatrique est quelqu'un qui ne peut plus vivre dehors dans la communauté sociale. N'ayons pas comme seule préoccupation de vite l'y retourner. Créons, au contraire, des conditions de vie collective qui lui permettent de doucement réapprendre la relation à l'autre tout en le responsabilisant dans son temps d'hospitalisation.

Il faut, ensuite, considérer que la violence n'est jamais une fatalité de la maladie mentale. PINEL disait déjà qu'il ne faut pas s'étonner que si l'on traite un humain comme un chien il se comporte comme un chien. PAUMELLE, dans son *Essai de traitement collectif du quartier d'agités*, montrait comment travailler la violence de façon institutionnelle. La violence n'est jamais celle des seuls patients, elle est aussi celle des établissements.

Il faut, enfin, changer radicalement la formation des professionnels. Au lieu de la consacrer aux seules maîtrises protocolaires, sécuritaires et informatisées, il faut redonner une place première à l'initiation à la relation humaine individuelle et groupale car elle constitue la base du soin psychiatrique : la maladie mentale est d'abord une maladie du lien à l'autre. L'exclusion imposée par la HAS des approches nées de la psychanalyse et de la psychothérapie institutionnelle dans les troubles de l'autisme est progressivement généralisée dans les formations initiales aussi bien dans les facultés de médecine que de psychologie, dans les IFSI ou les IRTS. Ce choix de ne plus initier les professionnels à la relation clinique n'est pas étranger à la situation actuelle. Il fait, de plus, la souffrance des équipes en les laissant complètement démunies devant la psychose et dépossédées de la dimension réparatrice que pourrait constituer un collectif.

Le soin extrahospitalier exercé actuellement essentiellement par le médicosocial et le soutien aux familles ne peut, bien sûr, se dérouler de façon positive sans ces préalables. La coupure entre le sanitaire et le social vient, de plus, compliquer les prises en charge : elles demandent des continuités de réseau et non des discontinuités administratives.



Dessin de TIGNOUS, Charlie Hebdo

Pour les personnes intéressées par les questions de santé mentale dans leur rapport au politique, il faut signaler la très intéressante rencontre du

Samedi 11 mai (de 9h à 17 h) à la salle Pétrarque de Montpellier :

« La psychanalyse au risque du politique »

Face aux embrasements que connaissent actuellement nos sociétés, nés des confrontations entre un certain développement du capitalisme, la montée des populismes et les risques de dérives fascistes qu'ils peuvent contenir, les participants essaieront de répondre à cette question : « *en quoi la psychanalyse, associée aux sciences dites « humaines », la philosophie, l'anthropologie, l'histoire..., bref le savoir humaniste élaboré à l'aube de la République – renferme-t-elle des ressources pour penser (panser ?) ces embrasements, tant en ce qui concerne le sujet de l'individuel que du collectif, celui de l'inconscient ou du social-politique ?* ». Joseph MORNET y fera notamment une intervention sur « *le politique au risque de la psychanalyse* ».

Informations et inscription sur le site : www.apsychanalyse.org

Erratum ou poisson d'avril ?



Dessin de François SCHUITTEN

Ce n'était pas un poisson d'avril, ni un fake new, mais une simple erreur d'inattention ... On pouvait lire dans l'article sur « Les villes nouvelles » du numéro d'avril : « *Quelques chiffres pour conclure : Montpellier est passé de 121 000 habitants à 282 143 en 50 ans, sa densité de 2846,5 habitants par m² à 4881,1* ». Il fallait y lire au kilomètre carré et non au mètre carré : avec une telle densité il faudrait imaginer des habitations construites vraiment en hauteur dignes de nos meilleurs bédéistes !

Prochaine « Controverses » : au lendemain des européennes



wnsstampspost

Notre prochaine soirée Controverses se tiendra **le mercredi 12 juin au Gazette Café** et sera consacrée à l'Europe. Nous avons invité l'économiste Jean MATOUK et le politologue Emmanuel NEGRIER au lendemain des élections afin d'en analyser les résultats et d'en débattre. Jean MATOUK vient de publier avec Olivier ABEL, professeur de philosophie : « *L'Europe et le destin de la démocratie* » aux éditions de la Fenestrelle.

RAPPEL :

Vous êtes de plus en plus nombreux à réagir à nos articles : nous nous en félicitons et avons à cœur de faire écho de vos courriels ou de vos envois de parution d'articles de presse. N'hésitez donc pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : montpellier.asso.2020@gmail.com ou joseph.mornet6@orange.fr

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ...

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Ville :

Code postal :

Mail :

Téléphone :

s'acquitte de la somme de 25 € au titre de l'année 2018 payable par chèque à l'ordre de « association Montpellier 2020 » à adresser à : Éric PEREZ, Campagne Michel, 76 rue des Cétoines, 34090 Montpellier

Fait à :

le

Signature :